

SALAIRES : POUR UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES !



Mieux répartir les richesses pour augmenter les salaires

En 2023 les dividendes des entreprises ont battu des records avec 97,1 milliards d'euros. Ces dividendes représentent donc une part de plus en plus grande prélevée sur la richesse produite par les travailleurs alors que les salaires sont en berne et le « pouvoir d'achat » en chute libre.

Il n'en va pas de même pour les PDG des 100 plus grandes entreprises françaises qui ont vu entre 2011 et 2021, leur salaire augmenter de 66%. Entreprises françaises qui dans la même période ont versé en moyenne 71% de leurs bénéfices sous forme de dividendes et de rachats d'actions.

Et pour les travailleurs ...

Le niveau des salaires de travailleurs bien trop bas, n'est pas une fatalité, il est juste au cœur d'un rapport de force permanent entre le patronat, les actionnaires et les salariés dans la répartition des richesses. Aujourd'hui le patronat plus que jamais décomplexé gave les actionnaires au détriment des salariés alors que ce sont eux qui produisent les richesses.

Pour la CGT cette répartition des richesses doit s'inverser, elle doit se faire au profit des travailleurs à travers le salaire et la cotisation sociale car la cotisation sociale, c'est du salaire.

La cotisation sociale n'est pas une « charge » tel que le véhicule la propagande patronale, elle représente la part du salaire dit socialisé, c'est-à-dire la part des richesses produites mise en commun afin de financer la Sécurité sociale.

Avec la complicité des gouvernements successifs, qui ont multiplié les exonérations de cotisations, le patronat s'est réapproprié cette part des richesses qui était dédié au salaire socialisé.

Pour l'année 2023, les exonérations de cotisations ont représenté 75Mds.

([Rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale - Mai 2024](#))

Augmentation des salaires : en finir avec les exonérations de cotisations sociales

L'exonération de cotisations sociales c'est une part des richesses produite par les travailleurs qui revient directement au patronat et non au salarié.

Plus les exonérations de cotisations augmentent, plus la Sécurité sociale est affaiblie et plus les salariés devront financer à titre individuel sur leur salaire net les compléments santé, la prévoyance et des retraites par capitalisation.

Le gouvernement annonce déjà 5 milliards d'économie pour le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale de 2025 avec des coupes claires dans le domaine de la santé, des indemnités journalières ou encore la retraite.

Pour que la Sécurité sociale puisse faire face aux besoins de toutes et tous, une seule solution, c'est le retour à des cotisations sociales adéquates.

Des cotisations qui répondent aux besoins en termes de Sécurité sociale, c'est moins de dividendes pour les entreprises mais une meilleure couverture en santé, de meilleures pensions de retraites, de meilleures allocations familiales...et surtout de meilleures conditions de vie.

Défendre le salaire c'est donc aussi défendre le salaire socialisé et les cotisations sociales !

Défendre le salaire c'est défendre la Sécurité sociale !

**CE VENDREDI 4 OCTOBRE 2024 NOUS CÉLÉBRONS LE 79^{ÈME}
ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE !**

« La Sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie pour le bien-être de nos citoyens. Faire appel au budget des contribuables pour la financer serait subordonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières. Ce que nous refusons. ».

Ambroise CROIZAT.